Les médias parlent des « anti-cpe »

Collection
"L'ordre et ses goupilles"

Éditions de l'Estocade

Sommaire

La philosophie précaire de Bernard-Henri Lévy

<u>Un éloge des « réformateurs » contre un mouvement « conservateur »</u>

À l'approche de l'hiver, Bernard-Henri Lévy, dans son « Bloc-notes » du *Point* daté du 3 novembre 2005, pour tenter de comprendre l'embrasement des quartiers populaires, proposait et se proposait de relire Baudelaire, Benjamin et Aragon, mais pour déclarer aussitôt que cet embrasement relevait d'une « prose urbaine » qui deviendrait bientôt incompréhensible [1] :

« *Crise des banlieues, vraiment ? Ou crise des villes, en général ? De la civilité urbaine ? De ce que l'on appelait, jadis, la civilisation et qui était, oui, toujours, une civilisation de la ville ? Relire les poèmes de Baudelaire. Les « Promenades » de Walter Benjamin. « Le paysan de Paris » d'Aragon. Et, à la lumière des événements de Clichy, dans l'ombre de la politique du Kärcher ou des images de cet homme battu à mort parce qu'il voulait photographier des réverbères, se demander combien de temps il faudra pour que cette prose urbaine nous devienne inintelligible.* »

Rien n'atteste que BHL ait compris quoi que ce soit depuis...

Mais à l'approche du printemps, le même, en pleine tournée de promotion de son dernier livre - *American Vertigo* - sait déjà ce qu'il faut penser du mouvement contre le CPE et le confie dans son « Bloc-notes » du *Point* daté du 16 mars 2006. Extraits :

« *Occupation de la Sorbonne [...] La vérité, c'est que jamais ne m'aura paru si juste le mot fameux de Marx sur ces grands moments de l'Histoire qui se jouent toujours deux fois : une fois sur le mode, sinon de la tragédie, du moins des dramaturgies majeures ; une autre dans la dérision, le simulacre, l'effervescence réchauffée, la comédie.* ***Parodie du sens. À la lettre, palinodie****. Une sorte d'événement de synthèse qui n'a plus que le lointain parfum de l'original et semble devenu son propre jubilé. Cela ne signifie pas, bien entendu, que la protestation étudiante soit à bout de souffle. Et il faudra suivre de près, ce mardi et les jours suivants, l'ampleur de la mobilisation et les formes qu'elle prendra. Mais cela veut certainement dire, en revanche, qu'un mouvement social n'a jamais intérêt à mimer, singer, recycler ses grandes scènes (ni d'ailleurs, soit dit en passant, à envelopper dans une rhétorique libertaire* ***une protestation dont on voit bien, malgré la sympathie de principe qu'elle inspire, la dimension pour le moment profondément conservatrice...*** » (souligné par nous)

Ayant déjà « suivi de près » le mouvement en cours, BHL le réduit à l'occupation de la Sorbonne,... fustige le sens que lui-même lui prête et, ce faisant, se parodie lui-même. Pour la palinodie, voir plus loin.

Mais l'essentiel - si l'on ose dire - se trouve entre parenthèses : « *la dimension pour le moment conservatrice* » du mouvement. Apprécions-le « *pour le moment* ». Quelques lignes plus loin, il est question d' « *un projet qui, sans être parfait, a le mérite d'exister, de tenter quelque chose et de constituer un pas, un petit pas, dans la bonne voie.* » Ainsi, entériner « *ce qui a le mérite d'exister* » serait, à rebours du conservatisme, un petit pas progressiste ? C'est sans doute ce qu'il faut comprendre quand on lit, quelques pensée plus bas, l'éloge de de Villepin qui, s'il « *campe sur son idée* » et « *qu'il convainque ou non, [...]* ***entre alors, avec Juppé, Barre, Rocard et***

quelques autres, dans le club fermé des réformateurs qui prennent date. »

... Comme Bernard-Henri Lévy, en philosophie ! En effet, après avoir consacré 2200 signes environ au mouvement social qui le préoccupe tant, BHL en consacre 2500 à la seule question qui vaille : les « nouveaux philosophes » et donc lui-même.

« *À propos de jubilé, il paraît que l'on fête déjà les trente ans des nouveaux philosophes* ». Et d'évoquer : « *Les ennemis, déjà... Oui, les ennemis, les mêmes qu'aujourd'hui, c'est étrange de voir à quel point ce sont vraiment les mêmes, toujours et éternellement les mêmes, qui semblent se réincarner : les noms passent, la haine reste, nous étions à peine nés qu'ils rédigeaient déjà l'acte de décès et écrivaient de gros livres pour dire que nous ne valions pas une ligne...* ». Message codé : BHL répond ainsi aux ouvrages qui lui ont été consacrés..., sans « haine » pour ses « ennemis ».

Et il poursuit : « *Et puis le combat enfin... Oui, le combat que nous menions et qui, lui, pour le coup, n'a pas dévié d'une ligne... Le marxisme ? Mais non. Le pseudo-progressisme.* »

Pseudo-progressisme ? Sans doute une allusion à ces profonds maîtres à tancer qui entérinent « *un projet qui, sans être parfait, a le mérite d'exister, de tenter quelque chose et de constituer un pas, un petit pas, dans la bonne voie.* » Résumons : Bernard-Henri Lévy fustige le conservatisme [du mouvement hostile au CPE] au nom du pseudo-progressisme [des réformateurs qui prennent date] que, dit-il, il a toujours combattu. Palinodie ?

Parodie ou palinodie ? Quoi qu'il en soit, l'art poétique de parler de soi en parlant du reste est un art poétique réservé à des maître-penseurs d'exception qui surplombent la cohorte des maître-penseurs ordinaires qui sur-peuplent les médias.

Alain Thorens

Source : http://www.acrimed.org/article2312.html
21 mars 2006

L'AFP, carrément

Le vendredi 31 mars 2006, dans le flot des dépêches de l'AFP de ce jour, deux d'entre elles peuvent retenir l'attention, pour un simple « détail ».

Dépêche du 31-03-2006 à 7h58 : « Le CPE validé par le Conseil constitutionnel, déclaration de Chirac à 20h ».

Dépêche du 31-03-20 à 8 h : « CPE : déclaration solennelle de Jacques Chirac à 20H00 ».

Les dépêches se suivent et se ressemblent. Leurs titres disent l'essentiel de leur contenu. Elles sont agrémentées de citations de François Hollande, de François Bayrou... et d'Olivier Besancenot.

Voici comment l''AFP présente cette dernière :

« Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, a **carrément** vu dans la validation du CPE une "déclaration de guerre à la jeunesse et aux salariés". » (souligné par nous)

On appréciera la délicatesse du commentaire qui, niché au cœur de l'information, est impliqué dans l'usage (routinier ou intentionnel ?) d'un adverbe.

Le correspondant qui nous a transmis cette observation (et qui signe « Le liquide de la tête »), propose d'imaginer des tournures équivalentes appliquée à d'autres responsables politiques :

- « Jacques Chirac ose promulguer le CPE »
- « François Hollande a le culot de dire que "...". »
- « Nicolas Sarkozy, plus gonflé que jamais, déclare : "...". »

Ce serait carrément étonnant.

Source : http://www.acrimed.org/article2320.html
1er avril 2006

Quand France Inter se mêle du « dialogue » entre Villepin et la jeunesse
----

Samedi 25 mars, 19h, le Flash info de France Inter s'ouvre sur les négociations entre les syndicats lycéens et étudiants et Dominique de Villepin. Alors que les organisations hostiles au CPE ont refusé toute discussion avant le retrait de la loi, sur France Inter, des informations brouillonnes entretiennent la confusion et la fiction d'un « dialogue ».

« *Le dialogue selon Villepin, le premier ministre propose de discuter des modalités d'application du CPE comme la durée de la période d'essai et les conditions de la rupture de contrat. Ce matin le premier ministre avait invité à Matignon les syndicats d'Etudiants et de lycéens, tous n'ont pas accepté l'offre, dans ce journal nous verrons pourquoi [...]* ». Formulation étonnante ! Pourquoi ne pas avoir dit « la plupart ont refusé » ? Non pas une « invitation » ou « un dialogue », mais ce qui à leurs yeux en est un simulacre, si le CPE n'est pas retiré. Quant à savoir qui a accepté et qui a refusé, c'est apparemment secondaire.

Après la présentation des titres, on passe à l'explication : « *Villepin veut répondre rapidement et par le dialogue aux inquiétudes des jeunes concernant le CPE, ce matin le premier ministre a reçu les syndicats d'étudiants et de lycéens. À l'issue de la rencontre, Dominique de Villepin a fait des propositions.* » « Par le dialogue » : qui parle ? Le journaliste ou le Ministre ? L'absence de précision n'a rien d'innocent. Est-ce involontaire ? Il est permis d'en douter quand on entend que « LES » syndicats ont été reçus. L'auditeur ne sait toujours pas qui s'est rendu à l'invitation (et ne sait plus que tous ne s'y sont pas rendus).

En revanche, comme on sait déjà que Villepin a fait des propositions, l'auditeur peut penser qu'un « dialogue » s'est « ouvert ». Suit alors une déclaration du Premier ministre qui affiche ses intentions officielles.

Il faut attendre qu'elle soit achevée pour que le présentateur lève enfin le voile sur ce qui s'est réellement passé : « *[...] Ce matin le premier ministre a invité tous les syndicats étudiants et lycéens, tous n'ont pas répondu favorablement* [Toujours cette formulation qui tend à faire croire qu'ils s'agissait d'une exception]. *Ceux qui ont refusé d'aller discuter avec Dominique de Villepin : côté Etudiants l'UNEF et la Confédération Etudiante et côté lycéens l'UNL et la FIDL [...]* ». Faute de précisions, l'auditeur est invité à comprendre que les étudiants hostiles au CPE ont simplement refusé le dialogue avec le Premier Ministre, alors que d'autres (sûrement plus ouverts...) l'ont accepté.

L'ambiguïté est partiellement levée quand on interroge la représentante de la Confédération Etudiante qui explique que le dialogue ne pourra s'instaurer qu'après le retrait du CPE. L'équilibre semble préservé quand il est question de « *ceux qui ont accepté d'aller s'asseoir à la table des discussions, la FAGE, le PDE et l'UNI* »... Mais qui sont-ils ? Des représentants étudiants comme les autres ? La FAGE et le PDE sont des organisations qui se prétendent « apolitiques ». La FAGE, en particulier, si elle se prononce contre le CPE - au même titre que l'UDF- ne fait en rien partie du collectif de lutte contre le CPE et s'oppose fermement au blocage des universités. Quant à l'UNI, le présentateur précise « *[qu'il] a toujours affiché d'ailleurs son soutien au CPE* ». Mais la confusion est maintenue quand on entend ce trait d'humour involontaire : « *l'UNI qui est ressortie rassurée de son entrevue avec Dominique de Villepin* ». Rassurée de quoi ? L'organisation pilotée par l'UMP est heureuse d'apprendre que le Premier ministre va bien ?

Suit alors l'interview du président de l'UNI. La question de l'interviewer entretient la

confusion sur les positions en présence sur le CPE lui-même en posant une question qui élude l'opposition sur le fond en focalisant l'attention sur le « dialogue » : « *Qu'est-ce que vous pensez de l'attitude des syndicats qui n'ont pas voulu venir ?* ». L'UNI, favorable au CPE et liée à l'UMP apparaît ainsi comme un syndicat « responsable » qui accepte de discuter... sur un sujet pour lequel il est déjà en parfait accord avec le gouvernement. Pris dans la succession des éclairages, cet interview, quelles qu'aient été les intentions de son auteur, entretient le brouillage de l'information.

Un peu plus tard, après avoir laissé la parole à François Hollande, le présentateur s'interroge : « *À quel jeu joue donc Dominique de Villepin ? Le Premier Ministre pratique une double ouverture : il propose de discuter les modalités d'application du CPE et il offre en prime un coup de pouce financier aux bourses pour les étudiants diplômés. Avec cette stratégie Sonia Bourelle* [orthographe ?], *Matignon paraît vouloir faire des concessions mais sans en faire vraiment.* ».

Que comprendre si l'on affirme, d'un même mouvement que « Le Premier Ministre pratique une double ouverture » et qu' « il paraît vouloir faire des concessions mais sans en faire vraiment » ? N'était-il pas plus simple, plutôt que de tenter de faire coexister dans une même phrase des points de vue opposés, de dire explicitement que le Premier Ministre formule des propositions qu'il présente comme une double ouverture et que les organisations qui demandent le retrait interprètent comme des concessions apparentes ?

Quoi qu'il en soit, les propos apparemment distanciés du présentateur annoncent une analyse qui semble l'être aussi. La journaliste commence ainsi : « *Un pas en arrière, un pas en avant, cette danse reste pour l'instant énigmatique. Hier Dominique de Villepin n'avait fait aucune ouverture envers les syndicats de salariés, il était conforté par Jacques Chirac qui avait dit depuis Bruxelles qu'il n'était pas question de revenir sur le CPE. Aujourd'hui il explique aux organisations étudiantes, je cite "que plus que jamais nous avons besoin de nous parler pour trouver ensemble une solution au blocage actuel"* ».

Mais dès la phrase suivante, on ne sait plus si la journaliste fait parler le Premier Ministre ou endosse ses affirmations : « *[...][Dominique de Villepin] mesure les incompréhensions* ». Une affirmation immédiatement suivie de ce commentaire : « *Bref c'est l'homme de dialogue qui refait surface pour faire oublier l'homme de fermeté d'hier ; un jeu de yoyo auquel Dominique de Villepin nous a habitué toute la semaine, passant de la fermeté à la proposition de dialogue, ce qui n'a pas empêché certains syndicats étudiants de boycotter la rencontre, ce qui n'empêchera pas les manifestations et les grêves de mardi [...]* ». Que faut-il comprendre ? Que « la bonne volonté » de Villepin n'est pas payée de retour ?

Force est d'admettre que, bon gré mal gré (si l'on exclut les procès d'intention), sous l'apparence d'une présentation équilibrée, France Inter nous propose des informations partielles minées par des commentaires implicites nichés dans le choix de formulations ambiguës.

Pourtant, ce qui s'est passé est relativement simple : les principales organisations étudiantes et lycéennes ont refusé de rencontrer Villepin, parce que, selon elles, tout « dialogue » est un simulacre tant que la loi n'est pas retirée, tandis que des organisations prétendument « apolitiques », mais proches du pouvoir sont venus discuter amicalement avec son représentant. Dire clairement cela et l'expliquer distinctement aurait permis d'informer les auditeurs.

Matthieu Vincent
Publié le lundi 27 mars 2006
http://www.acrimed.org/article2316.html

Chronique des êtres humains (1)

Mercredi 5 avril 2006. Quelque part entre 10h et 10h30. France Info du matin pour "s'autoflageller" un petit peu... ça fouette là sous la peau :

Vers 10h07, le journal de 10h00. On a droit à un reportage sur l'affaire des flics violeurs-racketteurs de Saint-Denis (93). Sans doute un peu plus crâmés que les autres pour réussir "l'exploit" de se faire lâcher par leurs potes de la police des polices, ils passent au tribunal de Bobigny pour avoir notamment exigé des passes "gratuites" à des prostituées, racketté des vendeurs à la sauvette et s'être servi en matos dans des camps de Roms. Le reportage conclut en donnant la parole au syndicat de la flicaille Alliance. Le journaliste rapporte alors les explications de cette corpo canaille comme toute corpo : si les flics sont des ripoux, ce serait à cause d'un "manque d'encadrement" de ces "jeunes" flics laissés à l'abandon dans leur comico (depuis quand on est "anarchiste" à la P.N.?), et surtout surtout, c'est à cause de la forte "délinquance" à laquelle ces p'tits "jeunes" sont confrontés chaque jour les "pauvres". Un remake encore abusé du : "C'est encore la faute aux Arabes et aux Noirs, si les femmes se font violer et si les pauvres se font dépouiller"... Nan mais c'est quoi ces abrutis de flics ?!!!

Un peu plus tard, interview avec le photographe de l'AFP qui s'est fait latté la gueule la veille à la manif anti-cpe et anti-bien-plus-que-ça à Paris. Le bon bougre s'est assez vite rétabli nous annonce-t-on, tiens même qu'il va parler. Alors il parle ce photographe, il explique comment pour avoir une "belle photo", il a voulu se rapprocher des "casseurs". Y avait des manifestants pacifistes faisant un sit-in, qu'il dit, et derrière, oh derrière LES CASSEURS, et là, et là, "on" avait une beeeelle photo. Alors, alors il se rapproche avec son bel appareil, et il a conscience, là, qu'il fait un peu n'importe quoi, parce que les journalistes ont en tout cas compris qu'y avait beaucoup de gens qui leur reprochaient des "trucs" (et même des "trucs" politiques), alors la plupart de ces journalistes ont adopté l'attitude qui est souvent la leur le reste du temps : rester proche des flics. Sans doute n'a-t-il pas eu le temps de pousser l'analyse plus que cela comme à son habitude sans doute, qu'un facteur nouveau surgit pour l'empêcher d'ailleurs "d'aller plus loin" : il se fait schlacker la tronche par un de ces dits "casseurs", puis un autre, etc. Il tombe, perd conscience. La suite on connaît (évacué sur le dos d'un pompier, soudain il se réveille et fait un signe à ses potes journalistes pour leur signaler qu'il va bien...). La palme revient à "l'analyse" surlaquelle l'interview conclut... C'est la foire aux amalgames, tout y passe chez les "casseurs", ces "sauvages" sans foi ni loi : les journalistes, les manifestants et les femmes. Si si, il a dit ça, j'ai tellement cru halluciner que j'ai passé quasiment tout le reste de la journée en "espérant" que ce reportage soit rediffusé pour essayer de l'enregistrer et d'en réécouter la fin. Mais j'avais pas réussi à l'avoir et j'avais pas que ça à faire de ma journée, hein ouais. En tout cas, on comprend mieux pourquoi les "casseurs" s'en prennent aux journalistes. Quoiqu'ils nous bassinent à longueur de temps en pleurnichant sur leur rôle pilier de la "démocratie" (elle est où celle-là, vous la voyez ?), cibles ils sont, car cibles politiques ils sont. Ben tiens justement, c'est parce que vous êtes les piliers de cette démocratie fashion-fascisante que vous allez en reprendre des coups... Vous qui aimez tant les coups médiatiques. Bouh.

Ours des Territoires Perdus de la république
6 avril 2006

Mobilisations contre le CPE : Quelques commentaires de la presse écrite (morceaux choisis)

À lire les articles parus depuis les manifestations du 7 mars, il règne jusqu'à présent, dans la presse écrite, une indéniable diversité éditoriale, en dépit de présupposés souvent communs sur lesquels nous reviendrons. *Le Figaro* campe solidement à droite, *Le Monde* tient la corde au centre-gauche, *Libération* donne l'impression d'épouser la cause de la jeunesse mobilisée que *L'Humanité* soutient ouvertement.
Les quelques extraits d'éditoriaux que nous publions ci-dessous (en privilégiant la presse quotidienne régionale) forment donc un échantillon non-représentatif. Ils seront complétés peu à peu et intégrés ultérieurement dans des articles plus complets.

Il suffit de souligner, sans commentaires, pour relever quelques présupposés et quelques fleurs de la rhétorique éditoriale des commentateurs qui s'opposent au mouvement ou qui en appellent à la sagesse... dont ils sont évidemment les premiers dépositaires.

I. A droite, toute

- Dans *Le Point* du 9 mars 2006, Franz-Olivier Giesbert, sous le titre « À nos lecteurs » :

« La France est entrée en régression. Pas en récession, vous avez bien lu, en régression. Mentale, sociale, économique. L'affaire du contrat nouvelle embauche est, de ce point de vue, édifiante. Sans doute peut-on reprocher au gouvernement de n'avoir pas bien plaidé son dossier ni prévu de vraie contrepartie sociale. Mais enfin, c'est avec ce genre de mesures que l'on fera reculer le chômage des jeunes.

Les imprécations du PS n'y changeront rien. La France cessera d'être un anti-modèle en matière de chômage quand, enfin, elle apprendra à concilier la flexibilité et la sécurité, à l'image des pays scandinaves. Il n'y a pas d'autre solution et tous les dirigeants socialistes ou presque en conviennent, du moins en privé, avant... d'aller manifester contre le CPE.

L'Histoire repasse les plats mais ils sont **moisis**, depuis le temps. Avec la journée de protestation contre le contrat première embauche, mardi dernier, **on se serait vraiment cru dans un vieux film**. Si la France reste hostile, dans sa grande majorité, au CPE, c'est bien parce que la classe politique, droite et gauche confondues, n'a pas ébauché l'esquisse d'un commencement de **pédagogie**, comme l'ont fait ses homologues britannique, allemande ou espagnole. [...] »

- Dans *Le Point* du 16 mars 2006, l'éditorial de Claude Imbert : « Sauver Villepin ? » :

« Il faut sauver le soldat Villepin et sa réforme. La dernière peut-être d'un quinquennat stérile. La sauver malgré Villepin qui, avant de l'arracher par forceps au Parlement, ne lui aura guère consenti les soins qu'elle méritait. *« L'urgence »,* dit-il... Même si l'on doute que **la pédagogie** ait pu convaincre une opposition figée depuis un demi-siècle, du moins pouvait-on tenter d'y mieux intéresser l'opinion. En somme, Villepin eût gagné à dire avant ce qu'il a dit après.

Il n'empêche qu'il faut sauver la réforme. D'abord pour ce qu'elle est : **un ultime remède à la longue maladie du chômage** qui met la France sur le flanc. Mais aussi - et ce n'est pas moindre - il faut sauver avec elle **un pouvoir démocratique mutilé par les**

manifs. Et refuser qu'une fois encore la majorité des urnes s'incline devant la minorité des pancartes. Mesurons bien cette **gangrène** : le retrait d'un texte voté par le Parlement serait un coup de plus porté à des institutions branlantes. Il faut, en somme, sauver le soldat Villepin parce que sa mission - qu'elle plaise ou non - porte le sceau démocratique. Et qu'aucun régime ne supporte longtemps que la rue fasse ou défasse les lois.

[...] Quant aux bastilles syndicales, elles ont vite perçu que le contrat Villepin - qui passerait dans toute l'Europe comme lettre à la poste - enfonçait un coin dans notre barcasse sociale aussi rouillée que verrouillée. L'occasion était à saisir de colmater, par le soutien d'une jeunesse bernée, ce trou dans la coque. Alors, les voilà tous **partis à la chasse du dernier loup-garou de la panique nationale : la « précarité ».**

Quelle précarité ? Celle du chômage ? Pas du tout ! La précarité qu'ils brandissent en épouvantail est bien moindre : c'est celle qui affecte les deux premières années du nouvel emploi, une précarité souvent inhérente aux périodes d'essai de tout emploi. Sous le matraquage du slogan se trouve écrasé l'avantage d'une nouvelle chance. N'est retenue que **la facilité** donnée à l'employeur de licencier, pendant deux ans, celui qui ne conviendrait pas à la fonction. Mais, entre nous, qui oserait affirmer que certains jeunes candidats à l'emploi, rétifs aux contraintes professionnelles, ne justifient pas cette liberté ? Comme si l'on ignorait la désinvolture, l'absentéisme et autres tricheries ! Comme si les employeurs, réputés par essence malfaisants, ne songeaient d'avance qu'à licencier leurs nouveaux employés... *« Plus c'est gros, mieux ça prend »,* disait Mitterrand. Un connaisseur !

Où mène ce procès tordu ? **Nos rebelles moutonniers** rêvent-ils d'un régime d'économie administrée où l'emploi, assuré par l'État, réglé par l'État, enfermerait les citoyens dans des termitières que défonce la double pénurie des biens et des libertés ? [...] 76% des 15 à 30 ans voudraient, nous dit-on, devenir fonctionnaires. La régression croissante des valeurs liées à l'autonomie, au risque, à la concurrence, à l'amour du travail, trouve un écho impudent dans le culte du principe de précaution qu'on veut inscrire, non sans ridicule, dans la Constitution. **Voici formatés des « jeunes vieux » qui calculent l'embauche comme on calcule sa retraite !**

Comme d'habitude, le tapage nous trompe **: les jeunes ont aussi une majorité silencieuse...** Délestée, il est vrai, du million de Français de moins de 35 ans partis s'établir à l'étranger pour y trouver des contrats d'embauche plus léonins que le contrat Villepin. L'Insee estime qu'un jeune enseignant chercheur sur deux ira quérir provende ailleurs. Une émigration catastrophique ! Ces « aventuriers » préfèrent la précarité du risque à l'assistanat anémié de la « nurserie » nationale [1]Contre le « modèle français », et sans attendre 2007, ils votent déjà... avec leurs pieds ! »

- Sur LCI, le 17 mars 2006, un débat d'une extrême virulence « oppose », Luc Ferry étant absent, Claude Imbert et Jacques Julliard qui ressasse pour la troisième fois en trois semaines : « *Je ne suis pas hostile à davantage de souplesse sur le marché du travail.* ». Claude Imbert approuve ... et peste contre *« l'irresponsabilité syndicale ».* Finement, Jacques Julliard, relève une différence historique décisive : en 1968, il y avait une manifestation de *« sexualité juvénile »* absente en 2006.

II. Le spectre du désordre et de mai 68

- Dans *Le Journal de la Haute Marne*, Patrice Chabanet, le 11 mars, est inquiet :

« (...) Pour le moment, la situation reste bloquée dans un statu quo classique. **Les**

opposants au CPE sont allés trop loin pour pouvoir reculer maintenant et le Premier ministre ne veut plus faire machine arrière, ce qui annoncerait une défaite plus massive et plus définitive pour sa carrière politique. Quoi qu'il en soit, le Premier ministre devra rapidement sortir du bois. **Si les occupations des locaux universitaires devaient se multiplier, pour le coup elles risqueraient de déboucher sur une situation incontrôlable.** Assez étrangement, le chef de l'État se tait. Sans doute a-t-il pris le parti de ne pas dramatiser. Ou teste-t-il tout simplement la capacité de son Premier ministre à sortir d'un conflit qui ressemble de plus en plus à un piège. »

- Dans *Ouest France*, François Régis Hutin, le samedi 11 mars, défend la loi et l'ordre :

« (...) Certains veulent imposer la grève à tous en recourant au blocage des locaux, blocage qui est parfaitement illégal. En effet, la libre circulation et l'accès au lieu de travail sont garantis par la loi. Le vote du blocage des locaux, même s'il est obtenu à la majorité, ne change rien à la protection que donne la loi en ce domaine. De plus, une grande contestation se fait jour en ce qui concerne l'organisation des votes. (...) C'est ainsi que plusieurs présidents d'universités, bloqués parfois depuis quatre à cinq semaines, ont proposé, pour éviter des incidents, "que de nouveaux votes soient organisés avec carte d'étudiant et décompte précis pour que le résultat soit irrécusable". C'est là une mesure sage et nécessaire si l'on veut à la fois éviter des incidents plus ou moins graves et préserver les droits de chacun. »

- Dans *La République du Centre*, Jacques Camus, le 11 mars, met en garde :

« (...) L'ennui est qu'il est trop tard pour jouer la concertation. Le mouvement étudiant a pris trop d'ampleur. **Le pire est qu'il est en train de s'alimenter de symboles** avec l'occupation de La Sorbonne et la mise en place, hier soir boulevard Saint-Michel à Paris, de mini-barricades. Là encore, la question n'est plus de savoir si le mouvement est véritablement démocratique ou non. Il est sûr que beaucoup d'étudiants sont en grève "forcée". C'est éminemment regrettable sauf qu'il serait dangereux pour le gouvernement d'utiliser la force ou de jouer le pourrissement. Les choses sont allées trop loin pour que les jeunes, pris dans **l'ambiance grisante de la contestation,** ne recherchent pas aujourd'hui une "victoire totale". À ce stade, on ne peut affirmer qu'une chose : il ne fallait pas que Villepin se mette dans ce mauvais pas. Il a d'ores et déjà perdu la bataille du CPE. (...) On **sait hélas qu'en France la force d'inertie aux réformes est bien supérieure à la dynamique du changement.** »

- Dans *La République du Centre*, le même Jacques Camus, le 15 mars, s'interroge avec gravité sur l'attitude possible de Chirac :

« [...] Le quinquennat de Chirac, déjà bien dégradé, ne saurait s'achever sur une autre crise majeure après celle des banlieues. Certains soutiendront qu'à l'inverse, le chef de l'État n'ayant plus rien à perdre, il pourrait "sauver" son mandat en adoptant une attitude courageuse et inflexible. **Après tout, beaucoup de Français, conscients des manipulations syndicales et politiques qui exacerbent la contestation, n'attendent que cela.** Le problème est que la crainte de **l'incident grave, provoqué par des professionnels de l'agitation**, inhibe tout gouvernement. Voilà pourquoi, un baroud d'honneur de Chirac paraît improbable. Comme en football, c'est toujours la voix des "ultras" qui prévaut dans les tribunes. »

- Dans *L'Union*, le 15 mars 2006, Hervé Chabaud, s'insurge :

« **Villepin est sur un siège éjectable !** Avec **l'emballement protestataire contre le CPE** il

fait figure de fusible idéal ce qui ne réglera d'ailleurs en rien la question du chômage. **Le refus dans la rue de ce nouveau contrat est incompris dans l'Union européenne** ce qui confirme l'isolement de la France sur ce sujet comme sur bien d'autres. Ce qui ne passe pas chez nos voisins c'est le rejet d'une formule dont l'objectif est de faciliter l'accès à l'emploi. C'est ainsi et cela illustre un fossé culturel préoccupant. Dans le même temps, **le durcissement enregistré est produit au mépris des libertés publiques fondamentales.** La liberté d'étudier, le droit d'aller en cours sont confisqués sur un nombre croissant de campus. Le filtrage organisé par des étudiants sur d'autres étudiants donne **l'image amère d'une police de la pensée qui n'accorde qu'aux opposants le droit d'être véhément contre le CPE et aux autres celui de se taire et de rentrer bien au chaud chez eux.** (...) »

- Dans *Le Dauphiné Libéré*, Didier Pobel, le 11 mars redécouvre que mai 68 tient en un seul mot : la « chienlit ».

« (...) Les "enragés de Nanterre" redoutaient d'être trop tôt précipités dans l'univers "bourgeois" du travail. Les anti-CPE d'aujourd'hui ont peur de ne jamais y accéder. C'est pareil, sauf que c'est tout le contraire, comme dirait l'autre. Pour autant, il n'est pas question de prendre à la légère la contestation actuelle, même s'il apparaît difficile d'en évaluer la véritable portée. (...) Et l'on sait bien **qu'une hirondelle contestataire ne fait pas le printemps de la chienlit**. En mai 68, la France s'ennuyait dans l'encombrante plénitude des Trente Glorieuses. En mars 2006, la jeunesse - chômage oblige - manque malgré elle d'occupation. Mais ce n'est pas celle de la Sorbonne, quand bien même elle résonne dans le romantisme des révolutions, qui la comblera. »

- Dans *L'Yonne Républicaine*, Philippe Noireaux, le 11 mars, compare, lui aussi :

« **Ce n'est pas encore la chienlit, mais cela commence à ressembler à un joyeux merdier.** En occupant la Sorbonne, des étudiants viennent de donner au mouvement de contestation du CPE un tour symbolique dont il convient de ne pas négliger les conséquences. Dans un pays qui n'a jamais vraiment arrêté de fantasmer autour de mai 68, la prise de la Sorbonne sonne comme une alerte à un risque potentiel d'embrasement. (...) Pour autant, le mouvement actuel est loin d'avoir l'ampleur de la crise soixante-huitarde. (...) Reste que ce n'est pas en minimisant le nombre d'universités touchées et en envoyant les CRS que le gouvernement peut espérer désamorcer la crise. Au contraire. **Même si la chienlit est loin**, Dominique de Villepin serait bien inspiré de réviser dare-dare son histoire de France, chapitres contestations étudiantes. Sous peine d'être définitivement recalé. »

III. Pour que jeunesse se passe et que la sagesse l'emporte...

- Dans *La République des Pyrénées*, Jean-Marcel Bouguereau jauge la jeunesse (et réévalue son propre passé) :

« (...) tout le monde sait, et un ministre comme Gilles de Robien ne pouvait pas l'ignorer, qu'au-delà de ces **revendications souvent caricaturales en forme de slogan**, percent des angoisses qu'il ne faut ni mésestimer ni, à fortiori, provoquer. Et celles que n'ont pas connu les précédentes, la précarité comme horizon. Chacun de ces mouvements, de 68 à 1994, en passant par 86, a **une vocation de rite initiatique**, **de cours du soir pour l'entrée en citoyenneté de toute une génération**. En ce sens Dominique de Villepin a, à son corps défendant, bien mérité de la République. »

- Alain Duhamel, dans ses œuvres multiples, découvre que l'augmentation des risques de précarité relève du « sentiment » et que le recul du chômage sous l'effet de la généralisation de la flexibilité est un diagnostic dicté par la « raison »

..Chronique d'Alain Duhamel sur RT*L*, le 8 mars 2006 :

« Il ne fait pas de doute que c'est le risque d'augmentation de la précarité ou le **sentiment** du risque d'augmentation de la précarité qui a rendu progressivement plus impopulaire le projet de Contrat première embauche. Dans un premier temps, les Français qui savent bien que la situation actuelle des jeunes, sur le plan de l'emploi, est insupportable, étaient plutôt perplexes ou attentifs, indécis en tout cas [...] **Il faut dire les choses comme elles sont, les pays dans lesquels le chômage a le plus reculé, sont les pays qui ont choisi la flexibilité**, c'est vrai aux Etats Unis, en Grande Bretagne, en Espagne, ou dans les pays scandinaves avec des méthodes évidemment, complètement différentes. Mais les Français n'ont pas envie, refusent même, de payer le prix, le prix des inégalités en Grande Bretagne, le prix du travail partiel subi en Espagne, et même le découplage entre la protection du salarié et celle de l'emploi, comme cela se pratique, par exemple, au Danemark. ». Donc ?

..Reprise dans *Nice Matin* du 11 mars :

« (...) Sur ce dossier, très sensible car l'emploi des jeunes ne laisse personne indifférent, son handicap est que l'opinion, d'abord partagée, a basculé du côté de ses adversaires. Au départ, les Français, qui savent bien que la situation actuelle est inacceptable, se demandaient si l'initiative du Premier ministre était bonne ou mauvaise. (...) **Que la flexibilité ait obtenu de bons résultats dans d'autres pays n'a pas davantage provoqué l'assentiment**. Les Français rejettent la précarité et **se sont persuadé** que le CPE allait l'accroître. [...] »
Conclusion : les Français sont de grands sentimentaux.

NOTE
[1] Voir « La grande nurserie », de Mathieu Laine (JC Lattès). (note de Claude Imbert)

Source : **acrimed | action critique médias**
http://www.acrimed.org/article.php3?id_article=2308
Mise en ligne : 18 mars 2006

Glanage autour du traitement médiatique des manifestations du 28 mars 2006

Ou comment l'intention des médias est de gommer le plus possible la portée politique d'un mouvement social afin de protéger les structures de domination qui les protègent.

Dépolitisation de la violence politique

Chaque fois que des manifestations sortent du cadre pantouflard dans lequel le pouvoir veut bien les cantonner, les médias sont stimulés par un jeu manichéen. Ce jeu consiste à distinguer les « gentils » manifestants des « méchants » manifestants, autrement dit des « casseurs ». Dans ce jeu médiatique, peu amusant avouons-le, ces « casseurs » sont vulgairement décrits comme des espèces de « professionnels de la perturbation ». La volonté de ce discours médiatique consiste ainsi à amputer à ces « casseurs » toute dimension politique. Pourtant, les cibles attaquées par ces « casseurs » montrent qu'il ne s'agit pas d'une violence "gratuite" comme le font croire les médias. La plupart du temps, ces cibles sont "ciblées". Elles désignent : des dépositaires de la violence étatique (policiers, gendarmes), des dépositaires de la violence économique (agences d'intérim, ANPE, banques, McDo et autres Quick de l'exploitation), des dépositaires de la violence discursive (journalistes, politiciens...). Mis bout à bout, ces éléments ciblés se confondent dans une structure très soudée mais qui joue sur son aspect "complexe" pour mieux se faire la dépositaire d'une violence sociale généralisée. Ces « casseurs » ne font ainsi que "casser" ce qui les "cassent" tout le reste du temps. Et on peut voir à travers ces actes de violence, l'expression d'une "vengeance" politique qui n'a fait que ruminer trop longtemps. Or, puisque les médias font partie des sphères dominantes, cette analyse sociale de la violence politique des « casseurs » n'est pas de leur portée. Pour eux, ces « méchants casseurs » ne sont alors sommés de s'inscrire que dans un registre qui est le leur : celui de la mythologie policière et judiciaire. À ce titre, le « statut » de manifestants ne leur est même pas reconnu :

« *1500* ***casseurs n'ayant rien à voir*** *avec les manifestations sont venus exprimés leur rage* », Tania Watine, reportage pour Arte-Info (28-29 mars 2006, journal de la nuit).

« *En ce qui concerne la sécurité, c'est presque* ***devenu une habitude****, les casseurs ont* ***infiltré*** *les cortèges. Mais à Paris, le dispositif policier,* ***impressionnant****, a plutôt* ***bien*** *fonctionné* », David Pujadas, J.T. de 20h sur France 2, mardi 28 mars 2006, avant d'annoncer le reportage de Yasmina Farber et Lionel Langlade qui allait dans le sens de cette vision dépolitisante des-dits « casseurs ». Dans ce reportage, on pouvait entendre : « *Les services d'ordre des syndicats comme ici la CGT se sont aussi mobilisés. Ils se sont opposés aux* ***provocateurs qui n'avaient rien à voir avec la manifestation*** *quitte à en venir aux mains* » (voix de Yasmina Farber).

Le lendemain (mercredi 29 mars 2006), dans le journal de 13h toujours sur France 2, Élise Lucet revient sur ce thème de la coopération répressive entre syndicats et policiers, coopération dont se félicite la présentatrice à demi-mot :
« *Et l'autre interrogation* [le sujet précédent était sur cet autre thème du moment, très cher aux journalistes : “Pour ou contre les blocages ?”, question aussitôt suivie d'une réponse en toile de fond : “Les blocages perturbent le bon déroulement des cours, ce qui fait que certains jeunes s'inquiètent pour leurs examens”] *de la manifestation d'hier à Paris c'était* ***bien-sûr*** [l'évidence qui trotte dans toutes les têtes, évidemment]*la sécurité. Les forces de police et les services d'ordre mis en place par les syndicats ont travaillé main dans la main pour éviter que les casseurs ne* ***s'infiltrent*** *dans le cortège.*

Les incidents ont été beaucoup moins importants que pour la manifestation de jeudi dernier et près de 800 personnes ont été interpellées partout en France ». Tout ceci agrémenté d'un reportage dans lequel on retrouve Yasmina Farber qui reprend les images de la veille (ou presque) pour continuer à délégitimer les actes de violence politique, plaindre les forces de l'ordre « victimes » de cette violence, et repréciser ce thème de la collaboration entre les syndicats et la police : « *La journée a été longue. Vers 20h30 la police disperse avec des canons à eau les derniers manifestants parfois* ***éméchés****, mais surtout les casseurs qui se sont concentrés place de la République. Au point d'arrivée de la manifestation, des* ***groupes virulents*** *s'en prennent aux forces de l'ordre et les* ***traditionnels délinquants*** *pratiquent leur jeu favori. Mais hier, la réplique policière a été immédiate. Les agents en civil ou en uniforme arrêtent en flagrant délit à tour de bras des dizaines de* ***délinquants****. Le ministre de l'Intérieur a tenu à féliciter ses troupes sur le terrain, puis place Beauvau. Nicolas Sarkozy avait donné des consignes de sévérité* [ça rime presque avec “sécurité”]*. Des ordres respectés à la lettre (...)* ***Bonne*** *coopération de la police également avec les services d'ordre des syndicats comme la CGT. Certains syndicalistes équipés de matraque ont parfois aidé la police à interpeller les* ***casseurs****... Un crs aura malgré tout été sérieusement blessé par l'explosion d'une fusée* [qu'en est-il des manifestants, « casseurs » ou non, qui ont aussi été blessés par la répression policière ? Aucun mot dans le reportage] *Sur près de 500 interpellations à Paris, 146 personnes sont en garde à vue. Nicolas Sarkozy a demandé que ces* ***casseurs*** *et* ***agresseurs de policier*** *soient condamnés à de la prison ferme.* »

Les manifestants qui entrent dans ce jeu dualiste entre « gentils manifestants » et « casseurs » ne se rendent peut-être pas compte qu'ils entrent ainsi dans un domaine balisé et minés. Ce domaine est le champ des journalistes. Et c'est un champ vaste, à géométrie variable. Ici ils appliquent une dépolitisation envers ceux et celles qui pratiquent une violence politique qui a pourtant sa légitimité sociale. Là ils appliqueront cette dépolitisation à tous ceux qui de toute façon ne sont pas de leur territoire, celui du pouvoir. Véronique Sainte Olive, la bouffonne-vedette qui chronique la vie du roi Chirac sur France 2, ne semblait pas dire autre chose lors d'un direct devant l'Élysée (toujours dans ce J.T. de 13h du 29 mars 2006) : « *Alors aujourd'hui personne ne sait quel choix Jacques Chirac va faire. Une seule chose est sûre :* ***tout dépend de lui et seulement de lui*** ». À bon-ne entendeur-euse...

Les pédagogues de leur complexité

Toujours dans ce J.T. de 13h sur France 2. Élise Lucet annonce le « Face à Face ». Le thème du jour : « Comment sortir de la crise ? ». Les invités : Philippe Tesson, éditorialiste à l'hebdomadaire *Valeurs actuels*, et Jean-François Khan, président de l'hebdomadaire *Marianne*. Le premier est censé avoir le rôle de « droite », le second, celui de « gauche ». Mais le tout est destiné à appliquer en six minutes la voie du *dépassement* et la perspective de la *complexité*. Mission réussie puisqu'au final tout le monde tombe presque d'accord (mais était-on en désaccord avant cela ?... la réponse est non). Le Tesson de la bouteille capitaliste et la Kahn révigoré-e de national-gauchisme offrent en tout cas un archétype du spectacle d'éditorialistes : des passes d'armes théatrales pour petit-déjeuner tardif et un rendez-vous télévisuel au 13h de la copine pour aller ensuite squatter la cantine de France 2 et ses petits fours. Et l'impression que Khan & Tesson se sont offerts une franche partie de rigolade en nous prenant pour des imbéciles. Propos :

Jean-François Khan_ « *Mon impression c'est que le CPE c'est pas* [il dit quelques mots incompréhensibles, mais assez clairs pour nous faire comprendre que pour lui, le CPE, c'est pas si dramatique que ça], *c'est pas une loi esclavagiste. Mais c'est... dans l'histoire*

de France... c'est très intéressant il y a un moment où y a quelque chose qui est ressenti comme une régression de trop, tout à coup [...] qui agit comme un déclic pour remettre en cause ce qui est devenu insupportable, je le dis bien, même pour Tesson, insupportable dans la société qu'on construit [...] »

Et Philippe Tesson d'acquiescer du haut de ces lunettes professorales en sortant son registre naturaliste qui rappelle si vivement le theme de la « main invisible » du marché qui nous tomberait du ciel : « *Oui, c'est vrai que c'est une étincelle. Ça aurait pu en être une autre.* ***C'est un peu le hasard des choses, un peu comme l'histoire de la grippe aviaire*** *finalement, ça tombe comme ça parce que ça... ça devait...* ***ça devait arriver****. C'est pas non plus une raison pour survaloriser ce mouvement* [Élise Lucet le reprend : « Entre1 et 3 millions de personnes pour vous ce n'est pas énorme ? »]*... non mais survaloriser les motivations. Je veux dire qu'il y a quand même... je sens très souvent l'embarras des syndicats devant cet élan de la jeunesse, parce qu'à beaucoup d'égards c'est un élan* ***irrationnel****. Comprenez qu'un étudiant en fin d'études ou même en cours d'étude s'inquiète pour son avenir, je le comprends très bien. Mais enfin je vois dans la manifestation des lycéens de 3e, de 2nd, etc., qui n'ont quand même pas une conscience... on peut quand même dire ça sans être taxé de racisme anti-jeune* [J.F.K. trouve la réplique drôle et rit... Et pourtant si, on peut taxer Tesson de « racisme anti-jeune », cela a même un nom : âgisme, lequel désigne notamment une situation où les adultes s'appuient sur leur position dominante pour récuser toute dimension politique envers des individus sous le motif que ceux-ci sont des enfants ou des adolescents, et refuser ainsi de les écouter]*...* ***qui n'ont pas une conscience exacte*** *ni de l'avenir, ni des réalités économiques, ni des réalités sociales, car Jean-François l'a dit,* ***ce CPE, c'est plutôt... c'est meilleur que mauvais****, si je puis dire* [J.F.K. confirme] ».

Avant cette « passe d'armes » finale, le *professeur* Tesson avait initialisé son « autre étincelle » en officiant ses cours élémentaires de capitalisme appliqué :
« *Il [de Villepin] croit très fermement que la France est dans une situation telle que l'expérience Thatcher est jouable. Il veut être le Thatcher français en oubliant que Madame Thatcher avait préparé le terrain avant de procéder à des réformes implacables. C'est ça la grande différence.* »

Le « terrain », Christine Ockrent avait déjà précisé qu'elle comptait bien s'en occuper. Le CPE et les mesures ouvertement patronales ont encore du mal à passer ? T'inquiète, MEDEF et compagnie, les journalistes, sous l'œil propice des syndicats de complaisance, promettent de mettre le turbo pour que tu sois servi sur un plateau. Ils/Elles possèdent à la fois la matière et la manière : ça s'appelle la « pédagogie de la complexité ». Christine Ockrent, dans l'émission “France Europe Express” consacrée à la question du CPE sur France 3 dimanche 26 mars 2006, s'engageait en toute « modestie » :
« *En tout cas, cela veut bien dire* [...] *que ce qu'il faut d'abord peut-être dans ce pays, c'est de la* ***pédagogie****. Et il faut que* ***les partenaires sociaux, mais aussi les politiques et sans doute aussi les médias*** *– nous nous y employons à notre modeste mesure –* ***expliquent davantage la complexité des choix*** *de notre société* ». Ockrent s'adressait ainsi au *très conciliant* François Chérèque, qui n'a qu'une hantise dans sa vie de permanent syndical : qu'on lui fasse « *la leçon des syndicats bloqués, [car] la CFDT sait soutenir une réforme qui est bonne pour les salariés, mais sait aussi s'y opposer quand elle est mauvaise pour les salariés* » (François Chérèque lors de la manifestation du 28 mars 2006).

Kandjare Bayn Asnan
9 avril 2006

Autres journalistes, mêmes paroles

« *Mais, est-ce que aujourd'hui, un pays comme la France, ou même comme les autres pays européens, ont les moyens de cette protection sociale, à l'extrême ? C'est vrai que c'est une tradition dans notre pays, c'est vrai, depuis toujours. Mais est-ce que aujourd'hui on a les moyens ? Est-ce qu'on ne peut pas, au fond, faire confiance à une entreprise qui recrute un jeune, qui le forme et qui si il est bon le garde ?* », **Claire Chazal**, entretien avec François Hollande (PS), J.T. de 20h00 sur TF1, 18 mars 2006.

« *Mais est-ce que oui ou non dans notre pays les conditions d'embauche et de licenciement doivent être assouplies en échange de garanties ? Le monde change ! Il semble que l'emploi stable, protégé par des conditions de licenciement très lourdes, c'est de plus en plus rare dans le monde ! Il y a la mondialisation ! On ne peut pas vivre dans une bulle ! Qu'est-ce que vous proposez ?* », **Pierre Weill**, entretien avec François Bayrou (UDF) dans l'émission "Question directe" du 7/9 sur France Inter, lundi 27 mars 2006.

« *Moi je crois aux institutions républicaines. [...] Il y a des responsabilités, il y a une constitution, il y a des lois qui sont votées. Et effectivement je trouve ça assez choquant qu'une loi votée par le parlement soit remise en question par la pression de la rue. Parce que la rue... Je veux dire, ça me panique de vivre dans un pays dans lequel la rue a le pouvoir. Je ne veux pas vivre dans un pays dans lequel la rue a le pouvoir. Je veux être à l'abri des institutions républicaines [...] C'est la constitution ! C'est la constitution ! Changeons-la ! Et je suis d'accord pour qu'on la change [...] Mais pour l'instant c'est la constitution ! Donc votons pour des gens qui veulent changer la constitution.* », **Daniel Schneidermann** (chroniqueur à *Libération* et animateur de l'émission "Arrêt sur images" sur la chaîne de télévision France 5) – propos rapporté sur http://www.acrimed.org/article2324.html.

« *Marion, Solène, Abdel, Aline ou Paul... Face au CPE, les étudiants sont nuancés. Ni tout à fait pour, ni tout à fait contre* » [le « ninisme » déjà décrit par Roland Barthes dans *Mythologies* en 1957 comme étant une des figures de style du langage bourgeois] + « *leur précarité leur fait sans doute moins peur qu'ils ne le disent ; ils la connaissent, elle est déjà là* » [alors autant la généraliser et l'officialiser] : **Anne-Laure Barret**, "Génération premières désillusions", *Le Journal du Dimanche*, 5 mars 2006 [les entrecrochets sont des commentaires de nous].

« *La CGT de la SNCF qui n'est pourtant pas du tout concernée par le CPE a déposé un préavis de grève nationale pour le mardi 28* », Jean-Pierre Pernaut, J.T. de 13h00 sur TF1, 21 mars 2006.

Annexe du tonnerre

Une bien franche dépêche du *Bien Public* [presse régionale dijonnaise]
Jeudi, 30 mars 2006

« *UN MOIS FERME POUR JET DE PIERRES*
Mémoires de manif

N'importe qui vous le confirmera : toute représentation humaine a son casting, son décor, son ambiance et son public. Un exemple : vous vivez dans un pays qui voit défiler sa population dans les rues pour faire valoir ses opinions. A la télé du soir, le public regarde avec effroi (et parfois il y a de quoi) de pseudos manifestants se ruer dans des vitrines, se jeter tête baissée sur des personnages en uniforme, courir comme des déments à capuche dans les flammes et les gravats. Ca y est : votre public est chaud. Annoncez-lui ensuite que vous tenez un de ces casseurs et que vous allez le juger. C'est l'heure de soigner votre casting.
Outre les avocats, huissiers d'audience, et magistrats qui sont personnages obligatoires, n'omettez pas de doubler l'escorte. Tout passant cheminant devant la cité judiciaire va s'informer de l'abondance subite d'uniformes devant la porte d'entrée. Le voilà renseigné : on va juger un casseur. Vont maintenant arriver les indispensables déguisés de service : cinq ou six barbus en guenilles à la mode (pantalon d'allusion militaire avec fond descendu entre les rotules, lainages entremêlés et douteux), coiffures rastas ou à crête punk, réfugiés grégairement en fond de salle comme tous les mauvais élèves. Alors, si ça, ce n'est pas une audience pour casseur, c'est à désespérer de tout !
Ne reste plus qu'à frapper les trois coups pour l'entrée en scène de l'intéressé. Compte tenu de l'ambiance d'actualité, du déploiement de forces et des pilosités de dernier rang, il est déjà casseur avant le premier mot.
Pour celui du jour, il a 23 ans et s'offre même le luxe de porter un nom de chef indien : appelons-le Cochise pour préserver son anonymat. Il a été « vu » par deux représentants de l'ordre lançant des pierres dans leur direction sur les voies ferrées. Apparemment ils l'on laissé faire et ne l'ont appréhendé que 20 minutes plus tard dans la cour de la gare. Garde à vue. Puis question : « Reconnaissez vous avoir lancé des pierres ? » Et réponse suspecte : « Je ne m'en souviens pas. » Chacun sait cela : en manif, il faut perdre la mémoire.
Le tribunal reconnaît qu'à part une mention en fin de procès-verbal d'ensemble explicitant que « deux agents l'ont vu », on ne dispose d'aucun témoignage nominatif et signé, mais que la subite perte de mémoire ne lui paraît pas une grande preuve de sincérité.
Le ministère public met son propos au goût du jour, rappelant que, depuis 1845 (ce qui ne nous rajeunit pas), il est interdit de cheminer à pied sur les voies ferrées, que le parcours « déclaré » de la manif n'incluait pas la gare et que tout cela lui paraît de nature à justifier une condamnation à huit mois ferme outre privation de droits civiques et mandat de dépôt. En défense, Me Tuline Clip tente de revenir au dossier (absence de témoignages externes etc.) et fait valoir que celui qu'elle défend est politiquement engagé et sans doute « repéré ». Trente minutes plus tard, le tribunal prononcera une peine, certes pas de sévérité excessive, mais tout de même d'un mois de prison ferme avec mandat de dépôt.
L'ambiance, la médiatique quotidienne, les acteurs périphériques et figurants n'y sont-ils pour rien ? Puisqu'il est de bonne réflexion actuelle de se poser des questions sur la justice, offrez-vous en donc une sur le sujet.
Guy THIERRY »

Extra pas si extra que ça

« *(...) l'ensemble du monde arabe qui se moque assez largement des droits fondamentaux* », **Jean-Louis Bourlanges** s'exprimant sur France Culture – après la diffusion de la *traditionnelle* messe dominicale – lors de l'émission Esprit public du 9 avril 2006 sur "le Darfour". Jean-Louis Borlanges fait partie des invités habituels de l'émission. Il est aussi député européen et vice-président de l'UDF.

“ ... car à défaut de pouvoir instrumentaliser les médias institués, ce sont ces derniers qui finissent par récupérer ceux et celles qui croyaient en faire un usage subversif.
Cette récupération passe d’abord, on l’a vu, par une différenciation manichéenne qui va leur permettre de choisir ouvertement entre ceux/celles avec qui ils auront décidé de discuter (car les médias savent qu’au final ils les grugeront), et celles/ceux qu’il faudra marginaliser et, par là, détruire. Autrement dit, il s’agit de différencier les « bonNEs » des « mauvaisEs » contestataires. Cette tactique des médias trouve écho dans l’idéologie citoyenniste : celles/ceux qui « cassent » et qui refusent d’entrer dans la table (biaisée) des négociations ne sont plus dignes d’être entenduEs, car on ne peut pas discuter avec elles/eux (faut-il ajouter qu’elles/eux non plus ne le souhaitent sachant précisément que les règles sont biaisées et définies d’avance par ceux qui les possèdent).
(...) Car s’installer à la table des négociations implique de se plier aux règles de la médiation institutionnelle, laquelle contrôle cette table, ses micros, et y distribue la parole et le temps de parole, voire la teneur de cette parole. ”, Kandjare, *Des contre-sommets : traitements médiatiques et « spectacularisation » de la contestation*, Éditions de l'Estocade, mai 2002.